

INTERGLOBAL

LIBYE

Le Sud en proie à tous les dangers

Maryline Dumas

Le Fezzan, région sud-ouest libyenne, est au coeur de toutes les inquiétudes. Porte ouverte entre l'Afrique et l'Europe, elle a fait l'objet de nombreuses promesses du gouvernement libyen, peu suivies de faits.

« Vous allez au Fezzan (région au sud-ouest de la Libye, ndlr) ? Faites bien attention, c'est très dangereux ! » : à Tripoli, le Fezzan est considéré comme un autre pays, voire un autre monde. Un monde inconnu et donc dangereux. Une fois effectués les 660 kilomètres séparant la capitale libyenne de Sebha, ville la plus importante du Fezzan, le discours change. Cette fois Tripoli devient l'autre monde. Le monde riche et privilégié. Face à un Fezzan pauvre et oublié.

Le fait est que le Fezzan est une région à part en Libye. Administrée par la France de 1943 à 1951, la région, bordée par l'Algérie, le Niger et le Tchad, est incontestablement plus tournée vers l'Afrique que la Tripolitaine ou la Cyrénaïque (les deux autres régions libyennes). Ses habitants se reconnaissent d'ailleurs à leur peau plus foncée et subissent le racisme des Libyens de la côte méditerranéenne. « C'est plus difficile pour nous d'obtenir un bon poste à Tripoli ou d'effectuer les démarches administratives. Même pour se marier avec une fille du Nord, c'est difficile : soit c'est un refus catégorique, soit il faut offrir plus d'argent », explique ainsi un habitant. La région n'est pourtant pas dépourvue d'avantages, à commencer par le pétrole qui coule sous ses pieds. Extrait au Fezzan, il est raffiné au nord, faute d'équipement. C'est également le Fezzan qui fournit,

depuis 1997, l'eau des ménages tripolitains, grâce à la grande rivière artificielle créée par Mouammar Kadhafi.

Unis face au gouvernement

« Le gouvernement ne fait pas attention à nous car nous sommes du Sud », affirme sans relâche Mohamed Salah Lichekh, chef du conseil local d'Oubari, ville touareg à deux heures de route à l'ouest de Sebha. Une phrase qui résume l'opinion des quelque 500.000 Fezzanais, et qui a un avantage : réunir les trois ethnies de la région - Arabes, Touaregs et Toubous - face au gouvernement libyen. Touaregs et Toubous sont des peuples nomades habitués à vivre dans le Sahara : entre la Libye, l'Algérie, le Niger et le Mali pour les premiers ; la Libye, le Tchad et le Niger pour les seconds. Après des heurts en 2012, notamment entre Arabes et Toubous, ces populations vivent aujourd'hui dans une paix relative, renforcée par le sentiment d'injustice que crée l'Etat central.

A Oubari, ville de 40.000 habitants, les problèmes de réseau téléphonique sont courants. La présence de la police sur les routes cabossées l'est beaucoup moins. « J'ai un cousin policier. Il ne va au commissariat que pour toucher sa paye », explique un Arabe.

A Sebha, le chef du conseil local, Ayoub Zaroug, confirme : « Le chef de la police m'a expliqué que ses hommes ne veulent pas travailler car ils ont peur. »

Le constat est identique à Mourzouk, district le plus au sud du Fezzan et également ville chef-lieu. Dans cette zone à majorité toubou, les services publics manquent cruel-

lement. Chef d'Agar, petit village arabe de Mourzouk, Ibrahim Ahmed raconte : « Le 3 septembre, il y a eu un incendie près de la forêt. Nous n'avons pas de pompier, donc j'ai appelé la ville de Mourzouk. Eux non plus n'en avaient pas. » L'homme, qui rêve de quitter son pays, résume : « Nous n'avons rien : ni armée, ni police capable de travailler. Notre commissariat manque de voitures, de radios, il n'a aucun soutien de Tripoli. En fait, tous les services publics souffrent ici. »

Un fonctionnement tribal

Face à ces manques, les Libyens du sud ont appris à se débrouiller en développant une organisation tribale. Agila Majou, membre de la tribu arabe des Ouled Slimane le reconnaît sans hésiter : « Aujourd'hui, nous réglons les problèmes entre tribus, puisque le gouvernement en est incapable. »

Ainsi, à Qahira, quartier pauvre de Sebha, c'est « un groupe de 60 bénévoles, constitué de révolutionnaires et d'habitants qui assure la sécurité », selon le chef du bidonville, Adam Ahmed. « Ils font les rondes avec leurs propres armes. En cas de problème, les leaders des tribus se réunissent », indique le Toubou. Il reconnaît cependant que les criminels qui se savent recherchés partent se cacher dans le « quartier indien », un chantier abandonné, à la révolution, par une entreprise indienne. « On sait où ils sont, mais personne ne les arrête », explique le responsable.

Et même s'il y a des arrestations... « Nous avons demandé trois fois au gouvernement de rouvrir le tribunal.

Nous n'avons pas reçu de réponse », s'agace Youssef Soury du conseil local de Mourzouk. Dans ce contexte, « lorsqu'un vol est commis, si la personne est arrêtée, elle passe quelques jours en prison. Sa famille ou sa tribu se porte ensuite garante, paye une caution, qui sera rendue lors du procès. » En cas de meurtre, le procédé diffère : « Les meurtriers sont envoyés à Sebha où le juge repousse sans cesse son jugement par crainte des représailles », explique ce jeune Toubou qui se rêve en homme politique.

Les frontières aux mains des tribus

Les quelque 2.500 kilomètres de frontières du Sud libyen sont l'exemple le plus flagrant de l'absence de l'Etat. Fermées officiellement depuis décembre 2012 par une décision du Congrès général national (GNC), elles sont en réalité grandes ouvertes. Depuis la révolution de 2011, ce sont les Touaregs et les Toubous qui s'occupent de leur surveillance. Les premiers contrôlent l'ouest, de l'Algérie à Toumou (poste frontière avec le Niger), les seconds l'est, de Toumou au Soudan. « Le gouvernement n'est jamais venu voir comment cela se passait. Les frontières sont ouvertes. Nous nous organisons, avec nos propres moyens », explique Ahmed Goudra, un responsable touareg de Gatroun, une ville sur la route de Mourzouk au Niger.

Pourtant, le gouvernement a multiplié les annonces notamment après le double attentat-suicide qui a eu lieu le 23 mai au Niger. Le président nigérien, Mahamadou Issoufou, ayant indiqué que les terroristes « venaient de Libye », le gouvernement li-



Un militaire touareg observant la vue sur Oubari

PHOTO: MARYLINE DUMAS

byen - qui réfute cette hypothèse - a pris le problème en considération.

Ainsi, le 3 juin dernier, le Premier ministre Ali Zeidan a annoncé une prime de 1.500 dinars (890 euros) pour les soldats et révolutionnaires qui travaillent aux frontières de cette région au climat difficile. Interrogé, Achour Mohamed, Toubou en charge de la coordination aux frontières, pense d'abord que son français lui joue des tours. Après vérification, il éclate de rire : « Nous n'avons rien vu, pas un dinar ! » L'homme se tourne vers ses collègues pour raconter « cette bonne blague ».

Dans son large bureau du conseil local de Sebha, Ayoub Zaroug a reçu une délégation de gardes-frontière début septembre. L'Arabe raconte : « La situation aux frontières est misérable... Mi-sé-ra-ble ! Les gardes-frontière n'ont même pas un abri où vivre. Ils ne reçoivent pas tous leur salaire. Il faut un soutien du gouvernement, il faut des 4X4, et parfois même des avions ! »

La désorganisation aux frontières

A Oubari, Qussai, membre de la brigade Tenere qui surveille le col d'Anaï, à proximité du Niger, explique qu'il voit régulièrement passer des voitures au loin avec ses jumelles. « Nous ne les arrêtons pas,

car ces hommes sont mieux armés que nous. On fait des rapports au gouvernement. » Sur le site Internet Libya Herald, Sulaiman Elhaj, membre du comité chargé de la sécurité au GNC, reconnaît que la Libye a besoin d'acheter des armes : « Nous ne pouvons pas sécuriser les frontières avec des kalachnikovs. » Mais la résolution 2.095 de l'ONU (maintien de l'embargo sur les ventes d'armes à la Libye) l'en empêche. Cependant, les besoins des brigades ne s'arrêtent pas là : radios, abris et voitures manquent également. « J'ai une trentaine de voitures pour surveiller 800 kilomètres de frontière ! », se plaint Yaglos Mohamed Ahmed, chef touareg de la katiba 193 en charge de la logistique.

L'organisation, elle aussi, fait défaut. « Nous venons tout juste de mettre en place une coordination », explique Hamadi Abad, un Touareg d'Oubari. « Maintenant (depuis le 2 septembre 2013, ndlr), s'il y a un problème à cheval sur les zones toubou et touareg, je peux appeler les Toubous. » Pourtant, la coordination est loin d'être acquise. Ahmed Billal, vice-commandant de la brigade Tenere à Oubari reconnaît : « Je ne sais pas qui est responsable des zones qui entourent la mienne, même si ce sont des Touaregs comme moi. »

Pour Juma Sayeh, membre de la commission de la défense au GNC, le

problème est ailleurs : « Nous devons construire une armée. Les brigades ne peuvent pas contrôler les frontières : elles prennent part aux trafics ! »

Le fédéralisme naissant

La colère face au gouvernement monte... et donne des idées. Jeudi 26 septembre, une centaine de représentants des tribus réunis à Oubari ont déclaré l'autonomie du Fezzan. Si cette annonce, réfutée par certains locaux, reste encore évasive, elle reste un signal. En effet, d'autres rencontres sont annoncées ces jours-ci.

Le fédéralisme, jusqu'ici plus présent en Cyrénaïque (est de la Libye), commence à germer dans les esprits du Sud. Ibrahim Youssef, dirigeant d'une association à Mourzouk, est convaincu que c'est la meilleure solution : « Je suis fédéraliste, car je veux que le Fezzan profite de ses richesses alors que pour le moment tout part à Tripoli. »

Le colonel Barca reconnaît avoir « rencontré des fédéralistes de l'Est ». Persuadé qu'il sera soutenu par les pays voisins africains, l'homme doit rencontrer des représentants touaregs et arabes sous peu : « Pour lancer un ultimatum commun auprès du gouvernement. Il y a trois points : l'argent gagné grâce au pétrole du Fezzan doit nous revenir, une meilleure représentation au sein du gouver-

nement et des délégations diplomatiques. Si Tripoli ne répond pas, nous soutiendrons une fédération. » Sous son chèche jaune, il ajoute : « Ce que nous voulons vraiment, c'est un gouvernement présent partout... et une certaine reconnaissance. »

Chez les Touaregs, la reconnaissance passerait également par la nationalité. Membre de la commission de réconciliation d'Oubari, Jeli Ali estime que 14.000 familles touaregs, ne pouvant prouver le lieu de naissance de leurs aïeux, n'ont pas reçu le numéro national libyen (essentiel pour aller à l'université, toucher un salaire de fonctionnaire ou voter). « Nous sommes victimes de racisme, s'énerve le Touareg. Qui sont les habitants originels de la Libye ? Pas les Arabes, mais les Touaregs, les Toubous et les Berbères. Nous avons la terre comme preuve de notre nationalité, eux ont un papier ! » Sûr de son bon droit, Jeli Ali promet : « Nous ne nous laisserons pas faire. L'histoire montre que les droits finissent par s'obtenir, par la force si nécessaire ! »

